



***International Association of Free Thought
Association Internationale de Libre Pensée
Asociación Internacional de Libre Pensamiento***

L'Association internationale de la Libre Pensée informe

L'Association internationale de la Libre Pensée a une représentation au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU et à l'Organisation Internationale du Travail. Elle participe aux différentes sessions et y intervient régulièrement.

L'AILP était donc présente à la **54^e Séance du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU** lors de l'**Examen périodique universel** qui examinait le cas de la France le 1^{er} mai 2023. **123 pays** ont produit **355 recommandations à la France** portant essentiellement sur :

- **Ratifier la Convention internationale** sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.
- **Retirer sa déclaration** concernant l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et sa déclaration relative à l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Envisager de lever ses réserves à l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
- **Cesser d'exploiter** les mécanismes nationaux et internationaux pour alimenter les conflits et s'immiscer dans les affaires intérieures des États sous prétexte de défendre les Droits de l'Homme.
- **Continuer de s'employer** à réduire les disparités économiques entre les territoires d'outre-mer et la France métropolitaine.
- **Cœuvrer davantage** pour que les Mahorais jouissent pleinement de leurs droits économiques, sociaux et culturels, sur un pied d'égalité avec le reste de la population française.
- **Redoubler d'efforts** pour lutter contre toutes les formes de discrimination raciale, prendre des mesures plus efficaces pour combattre les discours de haine et l'intolérance, lutter contre les infractions qui y sont liées et poursuivre les responsables.
- **Prendre des mesures supplémentaires** pour lutter contre les pratiques discriminatoires et racistes à l'égard des étrangers, des minorités ethniques et des immigrés, éliminer tous les obstacles qui empêchent ces groupes d'accéder dans des conditions d'équité et d'égalité à l'éducation, à la santé et aux services d'emploi, et favoriser leur représentation dans divers domaines et à tous les niveaux.
- **Continuer à lutter** contre les pratiques abusives et discriminatoires des forces de l'ordre. Continuer de lutter contre le recours excessif à la force par les autorités chargées du maintien de l'ordre et de veiller à ce que l'usage de la force obéisse aux principes de nécessité et de

proportionnalité. Repenser les politiques de maintien de l'ordre afin d'éviter l'usage excessif de la force par les agents des forces de l'ordre lors des manifestations. Prévenir l'usage excessif de la force par les forces de sécurité, notamment à l'égard des manifestants et des journalistes, en amenant la police à pratiquer la désescalade, et rendre les organes de contrôle pleinement indépendants et les contraindre à diffuser publiquement des statistiques.

∴

Rien que ces recommandations montrent comment la France et ses gouvernements sont perçus à l'étranger. Vous trouverez ci-joint la liste complète des **355 recommandations** adressées à la France et à son gouvernement, document disponible maintenant. C'est un véritable réquisitoire condamnant la politique réactionnaire de la **Ve République**.

Si en France, c'est « *circulez, il n'y a rien à voir* », **l'opinion publique internationale** commence à se mobiliser contre la politique répressive, réactionnaire, xénophobe d'Emmanuel Macron.

La Libre Pensée, présente à toutes les manifestations pour l'abrogation de la loi raciste et xénophobe « Macron/Darmanin », assure les Travailleurs immigrés de sa totale solidarité militante.

Genève, le 25 mars 2024

